

Féministe et de droite ?

Autor(en): **Stauffacher, Marie-Hélène / Berthouzoz, Brigitte**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[91] (2003)**

Heft 1473 [i.e. 1472]

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282541>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Féministe et de droite ?

Peut-on à la fois s'inscrire à droite de l'échiquier politique et se revendiquer féministe? Peut-on d'une part défendre une économie libérale et la promotion des droits des femmes? Faut-il forcément être à gauche pour soutenir l'assurance maternité ou réclamer l'accès à des crèches en nombre suffisant et à des prix abordables? Est-ce qu'on peut se prétendre féministe et adhérer à un parti politique qui traditionnellement a résisté à l'égalité entre les sexes? Est-ce que la gauche détient le monopole des aspirations à l'égalité entre les sexes? Deux féministes, deux opinions.

Pour

«Le rôle de l'Etat ne doit en aucune façon suppléer à la responsabilité que les femmes ont vis-à-vis d'elles-mêmes.»



DF

Marie-Hélène Stauffacher, psychologue¹

Si le parti radical s'inscrit désormais à droite sur l'échiquier politique, il permet cependant à des sensibilités diverses de s'exprimer, notamment celles privilégiées des centristes. Ce féminisme «du centre» a le mérite de faire coexister les revendications assumées traditionnellement par la gauche et les préoccupations qui animent la droite.

L'égalité n'étant pas réalisée, l'Etat a encore un rôle à jouer en définissant les conditions cadre du rapport homme-femme. Cela est particulièrement important dans le monde du travail : discriminations salariales, valorisation du temps partiel et reconnaissance de la maternité. Cela est également essentiel dans les cas de violence sexiste, comme par exemple le viol conjugal.

Mais le rôle de l'Etat ne doit en aucune façon suppléer à la responsabilité que les femmes ont vis-à-vis d'elles-mêmes. En effet, une solidarité féminine, qui peut se manifester au travers d'associations professionnelles, ou le souci constant de démontrer une valeur et des compétences égales à celles des hommes revient avant tout aux femmes. Si elles sont encore par certains aspects défavorisées, les femmes ne sont dans l'ensemble plus des victimes, elles ne sont pas non plus à proprement parler une minorité, elles doivent donc montrer par d'actives négociations et par leurs actions, leur droit à faire jeu égal avec les hommes. D'autant que de considérables progrès ayant été accomplis depuis l'époque des suffragettes, il n'est plus temps de prôner un féminisme agressif, mais plutôt de dialoguer dans un respect mutuel. Si être au centre signifie comprendre le point de vue tant des patrons que des employés, cela implique aussi une protection tout autant qu'une responsabilisation des femmes. »

Contre

«Sa demande con-stante de plus de responsabilité individuelle résulte concrètement en une diminution des dépenses sociales.»



DF

Brigitte Berthouzoz, Directrice d'une institution sanitaire²

La réponse dépend évidemment de la définition que l'on donne aux termes de la question. Etre féministe, ce n'est pas vouloir l'égalité des femmes blanches, privilégiées, avec les hommes blancs, privilégiés. Hier, l'engagement des premières suffragettes étatsuniennes pour le droit de vote des femmes blanches plutôt que pour le droit de vote universel, donc incluant les Noir-e-s, a été un choix de race et de classe.

Aujourd'hui, briser le plafond de verre ne suffit pas. A mes yeux, le féminisme est - aujourd'hui comme hier - plus exigeant. L'égalité doit être accessible à toutes les femmes, indépendamment de toute autre condition : origine, classe, domicile, etc.

Les améliorations de la situations des femmes ne doivent pas reposer sur l'exploitation de «l'Autre», fût-il un homme. C'est une remise en cause des fondements même de la société actuelle : patriarcat et primauté de l'économique en particulier.

La droite fonctionne précisément sur ces présupposés. Sa demande constante de moins d'Etat et de plus de responsabilité individuelle résulte concrètement en une diminution des dépenses sociales, soit moins de crèches, moins d'encadrement para-scolaire, une santé à deux vitesses, une exigence d'autofinancement pour les formations, des tentatives réitérées de limiter le droit des immigré-e-s avec ou sans papiers, etc. Toutes ces mesures sont des sources de discrimination indirecte.

La position de la droite ne fait qu'aggraver la position des femmes, en particulier de celles en situation difficile ; elle est en complète contradiction avec les revendications féministes. D'où ma conclusion : il n'est pas possible d'être féministe de droite. »

¹ Candidate radicale au Conseil municipal de la ville de Genève

² Militante féministe